



Changeons le système, pas le climat ! Toutes et tous dans la rue le 16 et le 19 mars !

Samedi 16 mars, « marche du siècle » pour le climat et la justice sociale !

Le vendredi 15 mars, ce sera la grève scolaire pour le climat appelée au niveau mondial par des collégiens, lycéens, étudiants qui veulent avoir un futur. Nous soutenons leur combat.

Et nous appelons l'ensemble des personnels à les appuyer en descendant dans la rue le 16 mars pour participer à la « marche du siècle », lancée par plus de 140 organisations (associations, syndicats, mouvements citoyens...) dans le prolongement de la pétition « l'affaire du siècle » (plus de 2 millions de signatures !) et des marches mensuelles pour le climat qui ont déjà eu lieu.

Ce sera l'occasion de réaffirmer la nécessité de rompre avec la logique productiviste, l'idéologie de la croissance, et d'appeler à une autre organisation de la société qui réponde aux besoins sociaux et préserve les limites de la planète. Le gouvernement doit cesser d'être soumis aux lobbies du pétrole, de l'agro-alimentaire, du MEDEF, et d'utiliser l'argent public pour subventionner l'extraction d'énergies fossiles, les pratiques agricoles polluantes et gourmandes en eau. L'argent public doit servir l'intérêt public !

Plus d'infos sur le site de Solidaires : <https://solidaires.org/Justice-sociale-et-urgence-climatique>

Mardi 19 mars, en grève et dans la rue pour la justice sociale et les services publics, sans lesquels il n'y aura pas de transition écologique possible !



L'urgence climatique et écologique impose de repenser nos modes de production et de consommation, de raisonner en terme de partage de ressources limitées et de partage des richesses produites.

Au lieu de cela, le gouvernement continue à avoir les yeux rivés sur la croissance, la compétitivité économique, et ne nous propose pour tout horizon que davantage de déréglementation, davantage de compétition pour consommer plus, davantage d'inégalités et de précarité, davantage de réduction et de marchandisation des services publics.

L'étranglement budgétaire auquel ont été soumis les EPST, la politique de restructuration permanente et de « mutualisation », ont eu la peau de deux

EPST : l'IRSTEA et l'IFSTTAR dont la disparition est programmée au 1^{er} janvier 2020 à travers des processus de fusion à marche forcée, dans des conditions indignes pour les personnels. Et pourtant ces deux EPST travaillent sur des thématiques de recherche « environnement » indispensables pour relever les défis de la transition énergétique et écologique ! Cherchez l'erreur !

Sur le plan fiscal, les riches et les entreprises continueront à être épargnés et même à bénéficier des largesses du gouvernement : pas question de remettre en cause les niches fiscales et en particulier le CIR (Crédit Impôt Recherche) qui pourtant « coûte un pognon de dingue » : 5.7Md€ en 2017).

Par contre il n'hésite pas, après les retraités, à s'attaquer aux chômeurs, aux étudiants étrangers extra-communautaires (pour commencer !) et aux agents de la Fonction Publique. Le projet de loi « Fonction Publique » qui est en préparation prévoit un véritable dynamitage du statut des fonctionnaires vers plus de précarité et d'individualisation des rémunérations. Jamais aucun gouvernement n'avait osé aller aussi loin... Cette loi va directement impacter la Recherche Publique si nous ne parvenons pas à l'empêcher.

C'est pourquoi les fédérations de fonctionnaires CGT, FO, FSU et Solidaires, ont décidé d'alerter solennellement les agents sur la gravité des projets du gouvernement en les appelant à la grève le 19 mars, en convergence avec la journée d'action pour l'augmentation des salaires, des pensions, le recul de la précarité et des inégalités hommes/femmes, etc... appelée par les confédérations syndicales CGT, FO, Solidaires et les syndicats étudiants.

Plus d'infos sur le site de Solidaires : <https://solidaires.org/Appel-intersyndical-a-une-journee-d-action-de-mobilisations-et-de-greve-le-19>